RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1: L'édito / p.2 : Hommage / p.3 à 5 : Place au débat : quelle refondation de l'Union européenne ? / p. 6 et 7 : Actualité sociale / p.8 : Coup de gueule

L'ÉDITO

Bientôt la 11ème séquence de grève à la SNCF. Quoiqu'en disent le gouvernement et la direction de la SNCF le mouvement ne s'essouffle pas. Conducteurs, contrôleurs et aiguilleurs sont toujours fortement mobilisés. Nul doute que la consultation organisée par les syndicats rencontrera un écho important comme cela a été le cas à Air France, obligeant le PDG, désavoué, à démissionner. Il n'est pas sûr que Pépy qui a déjà déclaré cette consultation illégale accepte d'en tirer les mêmes conclusions. Mais illégale pourquoi ? Parce que ce n'est pas le PDG qui l'organise ? Et pourquoi ne serait-il pas possible aux organisations syndicales de consulter l'ensemble du personnel ne serait-ce que pour s'assurer que leur démarche reçoit l'accord de celui-ci ? Sans doute ce qui embarrasse le PDG c'est que preuve soit faite, au-delà des chiffres de grévistes, que cette grève est largement soutenue en interne, comme elle l'est majoritairement chez les usagers même si les instituts de sondage à la solde du pouvoir tentent de démontrer le contraire. Chacun a bien conscience que si les cheminots perdent leur combat, ce sont d'autres pans entiers de nos droits sociaux qui risquent de partir en fumée. Deuxième journée de solidarité, rabotage des prestations sociales, contractualisation de la fonction publique, remise en cause du temps de travail des fonctionnaires, attaque frontale contre la sécurité sociale …, les projets du président et du gouvernement ne manquent pas. C'est pourquoi on ne peut que se réjouir de voir l'ensemble des syndicats présents au mouvement unitaire du 22 mai pour la défense du service public, plus particulièrement de la Fonction publique, et plus encore de constater l'appel commun de plus de 80 organisations à la journée du 26 mai. En effet seule l'unité la plus large peut permettre d'installer un véritable rapport de force dans tout le pays. Au-delà des divergences programmatiques ou tactiques, beaucoup ont compris qu'il était urgent d'agir. On peut espérer que cette marée populaire du 26 mai entrainera les hésitants, ceux qui invoquent des prétextes pour rester dehors. 50 ans après mai 68 le contexte n'est pas le même mais c'est toujours l'immense majorité de la population qui crie sa lassitude de voir les richesses accaparées par une minorité quand de plus en plus de personnes vivent dans la précarité et la misère. Non il n'y a pas de fatalité. Jupiter peut bien rêver d'être empereur d'Europe et pourquoi pas du monde, il faut le ramener à la réalité. La France a une histoire et la Révolution Française comme le programme du CNR ne peuvent passer par perte et profit pour le seul plaisir de celui qui se rêve en un nouveau Napoléon.

Marinette BACHE

HOMMAGE

Nous publions ci-dessous un extrait d'un communiqué de la Fédération CGT de la métallurgie en hommage à la fille d'Ambroise Croizat, ministre et père de la Sécurité Sociale. Résistance Sociale s'associe bien sûr à cet hommage et adresse ses sincères condoléances à la famille et aux camarades de Liliane Caillaud Croizat.

Le CA de Réso

Décès de Liliane Caillaud Croizat

Par Bernard LAMIRAND et Sylvie BOBIN

Liliane CAILLAUD CROIZAT vient de nous quitter Lundi 14 mai 2018 à Saint-Saulge (Nièvre).

Elle était la fille d'Ambroise CROIZAT Ministre du Travail et de la Sécurité sociale de 1945 à 1947.

Liliane a été de tous les combats, pour faire en sorte que son père soit reconnu comme celui qui a mis en place, au niveau national, la Sécurité sociale et toutes les grandes conquêtes de la Libération.

Elle a vu partir son papa en prison, arrêté avec ses camarades sur ordre du Gouvernement Français dans la nuit du 7 octobre 1939. Ils furent destitués de leur mandat de Député en mai 1940 et transférés à la sinistre prison de « Maison Carrée » à Alger.

Liliane ne revit son père qu'en 1944 quand la France fut libérée. C'est une période qui l'aura particulièrement marquée. D'ailleurs, elle exprimera toujours une grande colère contre ces politiciens qui la privèrent de son père quand elle n'était qu'une « gamine » comme elle disait.

Elle était une femme d'une grande humanité, une femme engagée dans les combats d'après-guerre et une militante des droits sociaux.

Avec Liliane et Pierre, son fils, la Fédération des travailleurs de la Métallurgie engagea le combat pour la reconnaissance du rôle essentiel que joua Ambroise CROIZAT dans la mise en place de la Sécurité sociale. Elle y avait porté toute son attention et son engagement, rappelant souvent la reconnaissance que portaient à son père les vieux travailleurs qui obtinrent, grâce à lui, une retraite enfin digne. Elle ne manquait jamais d'exprimer son opposition aux multiples remises en cause des conquis de la Sécurité Sociale.

Avec elle, la place tenue par CROIZAT a enfin été inscrite dans les dictionnaires et dans toutes les publications qui l'ignoraient jusqu'à présent.

Avec elle, ont été organisés nombre de débats dans les entreprises, les communes, notamment avec la jeunesse, pour faire connaitre cette grande histoire sociale et les péripéties qui marquèrent le rôle de ces grands dirigeants de la Métallurgie et particulièrement d'Ambroise CROIZAT comme Secrétaire Général de la FTM-CGT et député communiste.

Avec elle, ont été inaugurés des écoles, des lycées, des places portant le nom d'Ambroise CROIZAT dont celle enfin obtenue à Paris dans le quatorzième arrondissement, où il fut Député Communiste.

Avec elle et le Comité d'honneur national Ambroise CROIZAT, ont été menées des batailles pour que son nom figure enfin dans le métro parisien à la Porte D'Orléans à l'occasion du 75eme anniversaire de la création de la Sécurité sociale.

Avec opiniâtreté et fermeté, avec toute la CGT, elle n'hésitait jamais à interpeller sans cesse le Gouvernement Français et les Présidents de la République, pour que soit mis fin à l'ignorance sur le rôle et la place de CROIZAT dans la création de la Sécurité sociale. Liliane eut enfin la satisfaction de voir l'Etat français reconnaitre le rôle déterminant qu'il joua dans la naissance de cette « Sécu » à laquelle les français sont si attachés. Elle lui permit d'occuper la place qui lui est due en 2015 lors des cérémonies du 75eme anniversaire de la Sécurité sociale.

Liliane CAILLAUD CROIZAT était une personne d'une grande modestie. Elle faisait partie de ces gens humbles mais déterminés dans les combats sociaux et politiques : fille d'un ouvrier métallo et d'une mère militante ouvrière, elle garda toute sa vie cet attachement au monde ouvrier.

Sa dernière apparition dans le film « La sociale » montre toute sa détermination pour défendre cette Sécurité sociale et toutes les conquêtes du monde du travail.

La Fédération CGT de la Métallurgie tient à exprimer sa peine devant la disparition de cette grande dame qui faisait partie de la famille des métallos.

La Fédération de la Métallurgie s'incline avec respect et émotion et adresse à son fils Pierre et à sa famille toutes les condoléances des syndicats CGT de la Métallurgie.

PLACE AU DÉBAT

QUELLE REFONDATION DE L'UNION EUROPEENNE ?

Par Jean-Claude CHAILLEY et Marianne JOURNIAC

Une refondation toujours plus austéritaire, plus libérale, est en cours - évitant soigneusement le débat public -
Ne faut-il pas construire une alternative, une refondation au service de l'exercice effectif des droits fondamentaux des peuples ?

- **Chaque peuple est attaché à la souveraineté populaire, à la démocratie.**
  Actuellement, il n'y a pas de peuple européen : chaque peuple est le produit de son histoire, est attaché à sa langue, à sa culture, à son appartenance nationale, ce qu'on vérifie même lors de matchs de foot !
  C'est le libéralisme qui s'acharne contre tous les droits conquis par les peuples, par les salarié-e-s, le « marché unique » ne supportant pas les droits et conquis nationaux.
  L'absence d'alternative, la négation de la souveraineté, de la démocratie, renforcent les extrêmes-droites qui ont d'ores et déjà atteint un niveau alarmant, participent à des gouvernements dans nombre de pays, sont candidats à la direction de l'Italie.

- **Comme l'a expliqué Jaurès, la souveraineté populaire et l'internationalisme sont indissociables**.
  La lutte pour une République sociale, pour le socialisme en France, l'internationalisme, loin de s'opposer sont une seule et même politique. Les possédants comprirent le danger, ils l'assassinèrent.

- **La construction européenne actuelle n'a pas d'avenir historique :**
  Les peuples la rejettent à chaque fois qu'ils sont consultés.
  Pour la 1ère fois depuis le traité de Rome, la Grande Bretagne, puissance économique équivalente à la France, vote la sortie de l'UE, symptôme d'une UE malade.
  Les dirigeants des principales institutions européennes, les chefs d'Etat, sont conscients que l'UE, notamment la zone euro, ne peut fonctionner durablement comme elle est. En dépit de leurs désaccords, ils sont en train de la réformer, de la refonder.

- **La refondation - en cours - des institutions européenne, c'est la fuite en avant austéritaire, notamment de la zone euro** :
  Le « **rapport des 5 présidents »** de juin 2015 (Juncker, Draghi, Schultz - alors Président du Parlement européen - exige des institutions ***«contraignantes*** « dans 4 piliers » : *« autorités de la compétitivité de la zone euro »*, *« renforcement de la procédure concernant les déséquilibres économiques »*, « *attention accrue aux performances sociales et emploi »*, *« coordination plus étroite des politiques économiques dans le cadre d'un semestre européen rénové* ».
  Cette refondation est en cours, Emmanuel Macron s'y est associé (cf. son discours au Capitole).

Remarque

Le semestre européen est déjà passablement contraignant : juin 2017 : *« la France devrait assurer la mise en œuvre intégrale et dans les délais des Recommandations pour la zone euro »* ce qui est exécuté par coupes budgétaires et rafale de réformes, dont les ordonnances, l'ouverture à la concurrence / privatisation de la SNCF, CAP 2022, la réforme des retraites, la transformation du système de santé, les dérèglementations, l'injonction d'ouverture accrue à la concurrence / privatisation d'EDF, des barrages …

Le semestre européen

Engagement budgétaire 2018 – 2022 de la France envoyé à Bruxelles en avril pour adoption en Conseil européen en juin :

% PIB	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Solde public (Maastricht)	(2,6)	(2,3)	(2,4)	(0,9)	(0,3)	+ 0,3
Dont solde primaire (1)	(0,8)	(0,6)	(0,6)	+0,9	+1,6	+2,3
Etat	(2,8)	(3,0)	(3,2)	(1,9)	(1,6)	(1,2)
Orga divers admin centrales	0	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	0
Admin publiques locales	0	+0,1	+0,1	+0,3	+0,5	+0,7
Admin publiques Sécu	0,2	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8

(1) Le solde public primaire exclut les intérêts de la dette : en 2022, l'objectif c'est de générer 2,3 points de PIB d'excédent budgétaire, soit environ 50 Md

La Sécu comme les collectivités territoriales doivent générer environ 20 Milliards de profit en 2022, l'Etat faire d'énormes économies, au nom de l'obligation pour la France de réduire sa dette, ses « déficits structurels excessifs ». Cela dans un seul but que l<u>e partage des richesses soit de plus en plus défavorable aux salarié-e-s :</u>

- Entre 2000 et 2016 la productivité a augmenté de 10 % dans l'UE 28, les salaires de seulement 2,5 %. Ils ont même baissé dans plusieurs pays..
- Les SMIC vont de 261 € à 1999 € au Luxembourg.

La construction européenne n'aura de perspective historique que si elle se fait à partir des besoins, des droits fondamentaux des peuples, des citoyen-ne-s, de l'exigence d'égalité entre les peuples, d'harmonisation par le haut.

Pour la France, nous voulons une République sociale. Internationalistes, nous voulons une Europe sociale, de coopération, respectant les souverainetés populaires.

- **L'harmonisation européenne doit se faire par le haut**, **engendrer de nouveaux progrès,** à l'opposé de la convergence vers un « socle » européen pour plus démunis, conception opposée au programme du Conseil National de la Résistance.

- **La coopération :** les grands projets, la recherche, …s'inscrivent dans le temps long. Ils nécessitent des **réappropriations publiques** (propriété publique, statut public des personnels, démocratisation). Les services publics, y compris de réseau, peuvent coopérer, sans qu'il y ait besoin de super instances de décision à Bruxelles ou à la BCE

- **Les besoins fondamentaux sont universels**. Leur satisfaction égalitaire nécessite le **redéveloppement des services publics** de proximité, de haute qualité, en France comme en Europe. Soyons précis : il y a un fossé entre un service public et un SIEG exercé par le privé. Le privé a d'autres objectifs que la satisfaction égalitaire des besoins : la rémunération des capitaux investis prime.

- **La protection sociale**, largement privatisée partout en Europe, doit être (re)conquise, notamment la Sécurité Sociale en France (santé, retraites, famille, AT/MP). Les moyens pour l'hôpital public, les EHPAD…doivent être dégagés, l'accessibilité pour toutes et tous à une prévention et des soins de qualité sur tout le territoire doit être garantie.

- **Réduction des inégalités par l'augmentation des salaires, (re)conquête d'un droit du travail protecteur pour les salarié-e-s du privé, des statuts** dans les services publics, égalité femmes-hommes (responsabilités et salaire).
- **Développement massif de l'emploi, lié notamment à une politique volontariste de réindustrialisation,** complémentaire de la reconquête des services publics
- **Transition écologique**. La préservation / reconquête de l'environnement, du climat, de la biodiversité, d'une alimentation saine … sont des nécessités vitales.
- **Laïcité en France.** Respect, conformément à l'histoire de la France, de la loi de 1905 qui impose la séparation de l'Etat et des religions
- **Lutte contre la fraude l'optimisation et l'évasion fiscales** qui se montent à 1000 Millards par an en Europe, 70 / 80 Milliards en France.
- **Institutions.** La refondation de l'UE a pour but de renforcer les pouvoirs des institutions européennes sur les Etats. La réforme constitutionnelle d'E Macron veut renforcer encore les pouvoirs du président de la République sur le Parlement. Il faut au contraire une réforme donnant plus de pouvoir au peuple, au Parlement.
- **Respect de la souveraineté des peuples, prêts à coopérer dans leur intérêt mutuel**, pas à subir la tutelle d'institutions supra nationales à Bruxelles et Francfort (BCE), au service des « marchés ».

Pour un projet alternatif progressiste

- Lorsque JC Juncker a dit **: « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens»* », il avait raison : les traités et la législation européens actuels limitent considérablement la souveraineté populaire.**

o Une République sociale est incompatible avec l'UE actuelle.

C'est parce qu'une République sociale est contradictoire avec la législation européenne que nous nous sommes opposés au Traité de Maastricht, au TCE, au Pacte euro plus, au traité de Lisbonne, au TSCG, … Si ces traités étaient neutres, nous aurions voté pour.

o La préservation de ce qui reste de notre modèle social issu du Conseil National de la Résistance, sa reconquête, de nouvelles conquêtes, exigent d'autres traités, d'autres institutions européennes.

La France a les moyens d'agir. **Il est faux de croire que tout tombe de l'Europe comme du ciel** : **le Conseil de l'Union européenne qui regroupe les ministres des états membres reste la clef de voûte des institutions européennes. Aucune directive n'existe sans que la signature de la France n'ait été apposée.** C'est donc les gouvernements libéraux de l'Europe qui dictent la politique européenne, dans un cadre libéral qu'ils ont eux-mêmes déterminé. Il est donc possible de changer l'Europe en agissant ici et maintenant pour créer une alternative aux politiques d'austérité.

Mais cela nécessite un changement de gouvernement, la césure avec les politiques austéritaires menées depuis plus de 30 ans et donc la refondation de la gauche par un combat unitaire. Il nous faut travailler à la convergence générale des forces sociales, politiques et associatives pour une République sociale en France, contre la politique de Macron et celle de l'Europe qui ne sont qu'une (en luttant notamment contre le semestre européen) et pour une refondation progressiste de l'Europe aux antipodes de celle en train de se mettre en place.

Il faut bien commencer un jour, pourquoi pas le 26 mai ?

ACTUALITE SOCIALE

Pour l'égalité, de la justice sociale et de la solidarité, Marée populaire le samedi 26 mai

Communiqué des organisations signataires (plus de 80 à ce jour dont RESO)

Un constat s'impose, Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salarié.es, introduction de la sélection à l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrant.es, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires… sans oublier une politique militariste au niveau international. La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations… Il appartient évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action. Chacune d'entre elles a, *a priori*, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre. Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, ou les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ? Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiants ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes, notamment à ceux de la SNCF. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il fait la sourde oreille, il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen. Partout en France organisons le samedi 26 mai une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité.

ACTUALITE SOCIALE

Nous publions ci-dessous un appel de la Convergence de Développement et de Défense des Services Publics dont Réso est membre aux côtés de nombreuses organisations syndicales, politiques et associatives.

Le CA de Réso.

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS POUR LA DEFENSE ET LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS.

Nous, organisations du mouvement syndical, associatif et politique, collectifs, comités et coordinations d'usagers, de personnels et d'élus constatons et combattons les attaques inédites du gouvernement contre l'ensemble des services publics, la fonction publique et ses trois versants (état, hospitalier et territorial) et tous les systèmes de solidarité mis en œuvre par la sécurité et la protection sociales.

Nous soutenons les mobilisations des personnels des EPHAD et celles des retraités.

Nous soutenons aussi les mobilisations de la jeunesse en cours.

Nous nous félicitons de la force et de la réussite de la mobilisation des personnels des services publics et de la fonction publique du 22 mars et de la préparation de celle du 22 mai qui s'annonce encore plus importante.

Après avoir cassé le code du travail, les droits et les protections des salariés, ce gouvernement entend maintenant en finir avec le statut des cheminots et le statut général des fonctionnaires fondés sur les principes d'égalité, de responsabilité et d'indépendance.
Or ces statuts sont pourtant des garanties essentielles pour les citoyennes, citoyens, usagers des services publics, personnels et élus de la qualité, de l'effectivité et de l'impartialité des missions de service public exercées.

Nous sommes toutes et tous concernés par cette attaque d'ampleur inégalée contre les services publics, la fonction publique, les droits fondamentaux qu'ils devraient rendre accessibles à toutes et tous (eau, logement, santé, éducation, énergie, …) et l'égalité dont ils sont les vecteurs notamment l'égalité femmes-hommes.

Ensemble nous dénonçons et nous opposons à ce projet de régression sociale ; c'est un autre modèle de société que l'on tente de mettre en place d'où les valeurs de Liberté d'Égalité et de Fraternité seraient exclues, où l'humain et l'environnement ne seraient que des variables d'ajustement.

A l'opposé de telles orientations nous sommes porteurs de propositions alternatives de justice et de solidarité. Cela passe nécessairement par un renforcement des missions publiques, des services publics et l'octroi des moyens budgétaires et financiers nécessaires pour leur réimplantation sur l'ensemble du territoire afin de garantir leur nécessaire proximité, l'égalité d'accès et d'exercice des droits.

Cela passe également par une réorientation des modalités d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'objectif de contribuer à une plus grande efficacité des services publics et non pour procéder à des fermetures de sites, supprimer des milliers d'emplois, dégrader les conditions et la qualité d'accueil des administrés.

Pour imposer ces autres choix nos organisations appellent :

- à la constitution et au développement de collectifs de défense et de développement des services publics sur l'ensemble du territoire y compris en outre-mer ;

- à l'organisation dans toutes les localités de débats, d'actions, de rencontres des usagers, personnels et élus et un grand débat sur l'avenir des services publics.

- Informer les citoyens sur la réalité des attaques subies par les services publics et des alternatives portées pour leur défense et leur développement, promouvoir et travailler aux convergences entre usagers, personnels et élus.

- à soutenir et à s'inscrire pleinement dans toutes les mobilisations qui se manifestent ou se manifesteront.

COUP DE GUEULE

Des frontières, des lois, ou de leur suppression...

Par Claude REISS et Yves LAOT

La difficulté est de faire comprendre que la frontière est ce qui matérialise la limite du « vouloir vivre ensemble », c'est à die d'un périmètre dans lequel les citoyens se reconnaissent comme faisant partie d'un peuple avec ses lois, sa culture, sa langue, son mode de vie.

Or, en présentant ceux qui méprisent une Nation vivant dans son périmètre sous ses lois, ses frontières, comme les suppôts d'un nationalisme raciste et ségrégationniste, on dévoie le sens de la Nation politique qui en est précisément le contraire.

Et étonnamment, cette mystification fonctionne et a fonctionné, avant qu'aujourd'hui, on n'en retienne plus que l'idée d'une frontière-rempart qu'elle n'a jamais été, mais qui définissait les lignes où commençaient un Droit compris par ceux qui avaient légitimité à le faire, les Nations politiques, par leurs citoyens ou leurs émanations parlementaires, nanties des forces - justice et polices - chargées de les contrôler.

La liberté et les libertés n'existent réellement que dans des Droits protégés, avant de devoir être sanctionnées par défaut !

Et on en est bien là. On ne protège plus mais on sanctionne et on rançonne, y compris par punition générale :

On a toujours une émanation de Gauche, voire de Droite, qui répand ce lisier funeste, que la frontière est une abomination, au nom d'une Europe qui n'est qu'un piège à libertés sauf celle de la circulation de l'argent y compris hors d'elle, puisqu'elle en est le sas... la trappe à évasion fiscale qui fabrique la dette !

Ce n'est pas un hasard si les ex-leaders « maoïstes » de 1968 – les champions du « il est interdit d'interdire » sont aujourd'hui dans les allées du patronat et du pouvoir !

L'Union européenne, loin d'être une Europe politique, n'est qu'un machin technocratique qui évite par le principe de subsidiarité, avec la complicité des gouvernants, d'écouter les peuples, bâtisseurs d'histoire respectable, les mettant à travers ses directives dans une soumission servile parfaitement contrôlée, invalidant les interventionnismes d'initiative populaire, réduits à une insulte résumée sous le vocable « populiste ».

Tout ce qui permet aux citoyens de s'exprimer, notamment par référendum, est voué aux gémonies, accusé d'être une manifestation populiste.

Ainsi, en va-t-il de la consultation organisée par les syndicats à la SNCF, auprès des cheminots soucieux de leurs Droits, dont on veut les déshabiller par un viol.

Quand l'Etat ne sert plus à protéger, pire, qu'il devient prédateur, et c'est le cas, sa fonction se sclérose en plaques, avec des poches catégorielles qui se pourrissent d'un isolement destructeur de civisme. Et ses charrettes d'élus impotents plus qu'importants, En Marche Arrière, ne trimbalent plus qu'une démocratie infirme de ce qui en faisait une République en raison.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

☐ J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

☐ Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

☐ Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.